

GUERRE DANS L'EST : POUR QUI ET POURQUOI ?

Maître Reagan Miviri
Avocat et Doctorant à
L'Université de Gand
r.miviri@ebuteli
org

Le Mouvement du 23 mars (M23) et l'Alliance Fleuve Congo (AFC) occupent les villes de Goma et Bukavu et une grande partie de la province du Nord-Kivu, après avoir provoqué le déplacement de plus de 6,5 millions de personnes. Depuis novembre 2021, c'est le Rwanda qui soutient substantiellement le M23. Contrairement aux récits qui présentent cette agression comme une réponse aux discriminations contre les Tutsis et au soutien du gouvernement congolais aux FDLR, le rapport d'Ebuteli sur la résurgence du M23 suggère que « ces dynamiques sont davantage des conséquences que des causes. Il n'y a guère de preuve d'une montée des violences anti-Tutsi au Nord-Kivu avant la résurgence du M23 ni de la recrudescence de l'activité des FDLR »¹. Ces derniers avaient d'ailleurs été déjà affaiblis et leur leadership décapité par les opérations menées par l'armée rwandaise sur invitation du gouvernement congolais.

Alors, quels sont les intérêts à la base de cette nouvelle guerre d'agression ? Que veulent le Rwanda, le M23 et l'Alliance Fleuve Congo ?

Le Rwanda est à sa cinquième agression de la République démocratique du Congo. Mais, comme dans les déstabilisations précédentes, le Rwanda n'est pas seul. Le M23 est le mouvement militaire qui revendique cette déstabilisation et, depuis décembre 2023, l'Alliance fleuve Congo lui donne une caution politique. Au-delà des postures officielles et des multiples raisons évoquées par les uns et les autres, nous nous proposons d'analyser dans ce papier les intérêts du Rwanda, du M23 et de l'Alliance Fleuve Congo.

Les préoccupations à la base des interventions rwandaises peuvent être regroupées en trois éléments

1 Ebuteli, La résurgence du M23, NYU 2023, disponible, sur <https://www.ebuteli.org/publications/rapports/rapport-la-resurgence-du-m23-rivalites-regionales-politique-des-donateurs-et-blocage-du-processus-de-paix>.

structurants : les préoccupations sécuritaires, les préoccupations politiques et les préoccupations économiques.

Rwanda : le gardien à l'extérieur de la maison

La doctrine de l'armée rwandaise peut se résumer dans la boutade : « Le gardien ne reste pas à l'intérieur de la maison mais à l'extérieur de celle-ci. » « Un territoire petit comme le Rwanda ne peut pas se permettre de mener la guerre sur son sol », disait un responsable rwandais. En clair, la RDC est la "Buffer zone", zone tampon stratégique pour le Rwanda qui tire profit d'avoir comme voisin un Etat affaibli par 30 ans de conflits armés et un leadership défaillant.

En effet, dans les guerres par procuration, un État sape la souveraineté d'un autre État par le biais d'un proxy ou d'une présence de facto. Seyoum Mesfin et Abdeta Dribssa Beyene expliquent que la zone tampon s'est imposée comme une stratégie clé pour certaines nations afin de gérer les défis sécuritaires posés par plusieurs États en déliquescence dans leur voisinage.² Si l'établissement des zones tampons adjacentes à leurs frontières peut être un choix pratique pour les États qui gèrent leurs affaires au travers des zones tampons directement ou par l'intermédiaire des proxys, cette stratégie comporte aussi des conséquences juridiques, réputationnelles et parfois des risques sécuritaires.

Nous analysons le cas du Rwanda qui gère ses affaires directement dans une zone tampon sur le territoire congolais et soutient un groupe armé contre son voisin la RDC.

En décembre 2023, le rapport du groupe d'experts des Nations Unies sur la RDC confirmait que des soldats du Rwanda Defence Force (RDF) appartenant à cinq bataillons différents ont été déployés dans les territoires de Nyiragongo, de Rutshuru et de Masisi à partir d'octobre 2023. Le rapport précise aussi qu'au-delà du M23, le Rwanda utilise les Forces démocratiques de libération du Rwanda (FDLR): « Les RDF et le M23 ont été soutenus par plusieurs équipes d'appui tactique et de reconnaissance comprenant au total 250 ex-combattants des FDLR et opérant sous le commandement du service de renseignement de la défense du Rwanda. Les blessés et les morts ont été évacués par la route vers le Rwanda. » En même temps que le Rwanda pointe du doigt la collaboration de la RDC avec les FDLR, il est lui-même accusé de recourir à eux comme proxys contre la coalition gouvernementale.

Les minerais sont présentés comme à la source des guerres à l'Est du Congo mais c'est un élément parmi tant d'autres. C'est souvent du carburant qui donne au feu existant toute sa vigueur, sans forcément l'avoir causé.

2 Seyoum Mesfin & Abdeta Dribssa Beyene, "The Practicalities of Living with Failed States", The Journal of the American Academy of Arts & Sciences, 2018.

Pour le Rwanda, il s'agit bien plus de maintenir la légitimité du régime militaire qui dit protéger ses citoyens contre les menaces extérieures et grâce auquel le pays peut vivre une stabilité. Les potentielles frustrations internes sont redirigées vers l'extérieur pour nourrir le fantasme d'un ennemi extérieur contre qui le régime protège le peuple et fait miroiter un progrès social qui doit être financé. C'est là qu'entrent en jeu les minerais congolais et les terres congolaises.

Les infrastructures de raffinage et de fonderie des minerais ont été installées ces dernières années au Rwanda, nécessitant une assurance d'approvisionnement en matières premières. Le Rwanda s'y est préparé, notamment en captant les circuits légaux et illégaux venant de la RDC. L'étain, le tantalite et le tungstène (3 T) sont les plus évoqués ; mais l'or reste la plus grande réussite de la stratégie rwandaise. Il est le premier produit d'exportation du Rwanda depuis 2015.³ Les exportations d'or sont passées de 363 millions de dollars en 2021 à 1,5 milliard de dollars l'année dernière. L'or reste aussi, dans la compétition avec le voisin ougandais et congolais, le nœud de la bataille. D'une part, la société ougandaise Dott Services a signé, en novembre 2020, un contrat avec la société minière publique congolaise Sakima, propriétaire des sites miniers dans la province du Maniema, riches en étain, tantalite, tungstène et or. Le contrat crée ainsi une coentreprise Punia Kasese Mining (PKM) avec 70% des parts pour les Ougandais et 30% pour les Congolais. D'autre part, les présidents congolais et rwandais ont signé, en juin 2021, un contrat portant sur les sites miniers de la même société Sakima. Il stipulait que l'or produit par Sakima serait raffiné au Rwanda par la société locale Dither Ltd. Au cours de la même période, Dither et Sakima ont signé un autre contrat stipulant que Dither fournirait un financement pour « le début des opérations minières ». Tous ces contrats ont été signés peu avant l'agression rwandaise et ne sont pas étrangers au déclenchement de la crise actuelle dans laquelle le Rwanda et l'Ouganda jouent un rôle de premier rang.

Un sol propice à l'agression

En 2019, Félix Tshisekedi avait décidé de se rapprocher du Rwanda de Kagame pour se prémunir des potentielles menaces de son partenaire et diminuer l'influence de l'ancien régime avec lequel il avait conclu un accord de gouvernement au lendemain des élections de décembre 2018. Ce rapprochement avec le Rwanda va durer jusqu'en 2021, l'année à laquelle il a changé la majorité parlementaire en sa faveur et où il a décidé, en mai, de mettre sous état de siège les provinces de l'Ituri et du Nord-Kivu. Alors

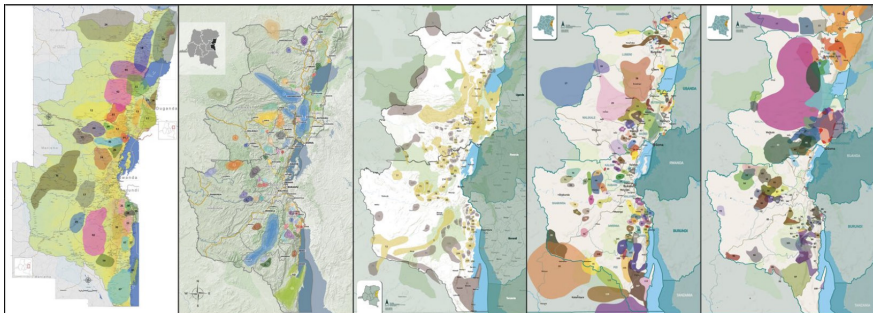
³ Christoph N. Vogel, *Conflict Minerals Inc.*, London: Zed Books, 2022.

⁴ Reuters, "Congo copper, cobalt and gold exports rose in 2021," 22 mai 2023, disponible sur <https://www.reuters.com/world/africa/congo-copper-cobalt-gold-exports-rose-2021-2022-05-24/>.

qu'à l'époque, le président Rwandais semblait apprécier cette décision⁵, il ne manquera pas, plus tard, de dénoncer cette militarisation près de sa frontière sans être à l'avance consulté, mais ce n'était pas encore la rupture. Plusieurs facteurs auraient contribué à la rupture ; parmi lesquels les rivalités régionales entre le Rwanda et l'Ouganda. Ce dernier avait été invité à venir mener des opérations conjointes avec les Forces armées de la RDC (FARDC) contre les Forces Démocratiques Alliées (ADF)⁶, le groupe terroriste d'origine ougandaise qui tue les civils en RDC. Ce rapprochement entre Kinshasa et Kampala va entraîner des tensions avec Kigali qui était en froid avec cette dernière et dont les frontières respectives étaient fermées.⁷ Le régime de Kigali, excédé que Kinshasa lui ait préféré son rival régional, va soutenir la résurgence du M23.⁸ Paradoxalement, les deux concurrents vont trouver un terrain d'entente et vont soutenir le M23 dans sa progression.

Face à cette progression des rebelles, Kinshasa va multiplier des décisions sur les plans militaires qui au lieu de renforcer l'armée, vont l'affaiblir davantage. L'extériorisation de la sécurité en engageant des sociétés militaires privées et la création d'une coalition hétéroclite de groupes armés dits Wazalendo va désorganiser encore plus les FARDC qui étaient déjà confrontées à plusieurs problèmes structurels.⁹

Progression des groupes armés en RDC de 2015 à 2023



5 <https://www.radiookapi.net/2021/05/17/actualite/securite/paul-kagame-soutient-letat-de-siege-decrete-dans-lest-de-la-rdc>.

6 Center for international cooperation, Inside the ADF rebellion, NYU 2018, disponible sur <https://www.congoresearchgroup.org/wp-content/uploads/2018/11/Inside-the-ADF-Rebellion-14Nov18.pdf>.

7 Center for international cooperation, operations shujaa, ouganda RDC, combattre ADF ou sécuriser les intérêts économiques, N YU 2025 disponible sur <https://www.congoresearchgroup.org/wp-content/uploads/2022/06/rapport-gec-ebuteli-operation-shujaa-ouganda-rdc-combattre-adf-ou-securiser-interets-economiques.pdf>.

8 Ebuteli, La résurgence du M23, NYU 2023, disponible sur <https://www.ebuteli.org/publications/rapports/rapport-la-resurgence-du-m23-rivalites-regionales-politique-des-donateurs-et-blocage-du-processus-de-paix>.

9 Center for international cooperation, Fighting Fire with Fire in Eastern Congo, The Wazalendo Phenomenon and the Outsourcing of Warfare N YU 2025 disponible sur <https://cic.nyu.edu/wp-content/uploads/2025/05/Fighting-Fire-with-Fire-in-Eastern-Congo-2025.pdf>.

Les groupes armés qui étaient censés s'engager dans le nouveau programme de désarmement, démobilisation, réinsertion et relèvement communautaire (PDDRCS) vont être mobilisés pour combattre le M23. Les FDLR vont aussi participer à la coalition gouvernementale contre cette agression malgré les mises en garde de la communauté internationale et de la société civile. Cette dernière décision va être la principale accusation du Rwanda et présentée comme une des raisons de l'implication du Rwanda qui continue à considérer ce groupe comme une menace existentielle. Depuis des années, il s'est observé un discours ambigu du côté congolais face aux FDLR accusées, dans plusieurs rapports, d'être responsables de plusieurs tueries des civils et autres violations des droits humains. Il est clair que les FDLR sont une menace sur la RDC, comme le sont les autres groupes étrangers et congolais. Néanmoins il faut reconnaître aussi que la RDC avait déjà à plusieurs reprises permis au Rwanda de mener des opérations spéciales au Congo pour neutraliser les FDLR. Les dernières en date se sont achevées en 2020, soit une année avant la résurgence du M23.

En plus de constituer une coalition avec des groupes armés accusés de violation des droits humains, le président va développer un discours populiste et ultranationaliste pendant la campagne électorale de 2023. Il va accuser ses opposants d'être des candidats de l'étranger et va assimiler toute contradiction à une "intelligence avec l'Ennemi" qu'il va nommer comme étant le Rwanda. A l'issue d'un processus électoral entaché de nombreuses irrégularités, il va être proclamé vainqueur avec une majorité parlementaire confortable et avant même la fin de la première année de son second mandat, la coalition présidentielle va lancer le débat du changement ou modification de la constitution alors que les rebelles continuaient à progresser et à occuper des pans entiers du territoire national. Les oppositions à ce projet vont se faire entendre au sein de la classe politique, de la société civile et insidieusement même au sein de l'Union sacrée de la nation, le regroupement politique du chef de l'Etat. Cette décision va affaiblir le président sur le plan politique et contribuer à diviser encore plus un pays qui l'était déjà depuis les deux dernières élections présidentielles contestées.

Ces choix politiques hasardeux du chef de l'Etat et les problèmes structurels des FARDC, dont son commandement défaillant, ont précipité la détérioration de la situation sécuritaire à l'Est et la prise des chefs-lieux des provinces du Nord-Kivu et du Sud-Kivu.

Du M23 à L'AFC : la congolisation de l'agression

L'essentiel des revendications du M23 est contenu dans l'accord signé le 23 mars 2009 entre la RDC et le Congrès National pour la Défense du Peuple (CNDP). Le M23, qui s'est approprié les acquis de cet accord,

revendique son application. Ces préoccupations sont ethno-spécifiques et régionalisées portant sur la protection des Tutsi et la concrétisation des accords du 23 mars qui lui donnent une exclusivité sécuritaire sur le Nord-Kivu, l'amnistie et le retour des réfugiés.

Le 15 décembre 2023, Corneille Nangaa a annoncé la création de l'AFC qui est devenue la plateforme à laquelle fait partie désormais le M23. L'AFC justifie sa lutte par le constat d'un déficit de leadership élargi à toute la nation. On voit ici une évolution entre l'AFC qui présente le problème comme un déficit de leadership élargi à toute la nation, et le M23 qui se présente surtout comme le protecteur des communautés rwandophones et en particulier les Tutsi.

L'Ouganda aurait aussi joué un rôle dans la création de l'AFC. Pour permettre de diluer l'influence rwandaise et d'ouvrir la possibilité à un soutien futur de l'Ouganda, ce dernier aurait fait pression sur le M23 pour qu'il ouvre le groupe, à la fois en termes de composition ethnique, d'agenda politique et de soutiens extérieurs.¹⁰

Aujourd'hui, l'AFC/M23 gagne des batailles militaires, mais à l'épreuve de l'exercice du pouvoir, il pourrait aussi échouer. Les faits montrent déjà qu'on est loin d'aller vers un Etat de droit dans les zones occupées. Bien au contraire, depuis que les rebelles contrôlent les villes de Goma et Bukavu, il a été noté des violations de droits humains, une limitation arbitraire des libertés publiques et une difficulté de protéger les civils contre les tueries, viols, vols à mains armées, extorsions et occupations illégales des biens immobiliers. Les Nations Unies ont, elles aussi, exprimé de sérieuses inquiétudes quant aux violations des droits humains dans les zones contrôlées par le M23.

L'hypothèse selon laquelle l'AFC/M23 profiterait d'un rejet du régime par de nombreux Congolais devient de plus en plus plausible dans certains milieux. Le 31 mai, Nangaa s'est affiché avec Kabila dans ce qu'il présente comme une réunion pour la paix. Dans la foulée, on a remarqué la présence de l'ancien Directeur Patient Saiba et les anciens ministres Kikaya bin Karubi, Moïse Nyarugabo et l'ancien gouverneur du Sud-Kivu Marcelin Kishambo. Les informations parlent aussi de l'arrivée de quelques officiers supérieurs proches de l'ancien président. L'AFC semble se positionner pour être un cadre qui accueille tous les "aigris" et tous les opposants qui sont poussés à l'exil et qui sont prêts à assumer une lutte armée. Sur le plan militaire, alors qu'ils peinent à recruter, depuis la prise de Goma et Bukavu l'AFC/M23 aurait levé une armée entre 10 et 20 milles âmes. Quelles que soient les divergences d'intérêts, le Rwanda, le M23 et l'AFC conviennent de la nécessité des pourparlers avec le gouvernement congolais. Kigali qui est déjà en négociations avec Kinshasa poussait aussi que la RDC accepte

10 Kristof TITEKA, « Dans l'Est de la RDC Congo le trouble jeu de l'Ouganda », 2025, disponible sur <https://afriquexxi.info/Dans-l-est-de-la-RD-Congo-le-trouble-jeu-de-l-Ouganda>.

des négociations directes avec le M23. Les délégations de la RDC et du M23 se sont rencontrées à Doha mais sans beaucoup de progrès. L'arrivée à Goma de l'ancien Président Kabila et de ses fidèles qui veulent "repolitiser une crise que les processus de Doha ou de Washington tendent à réduire à sa seule dimension militaire ou régionale. Il tente ainsi de reconfigurer le débat, en remettant la question du verrouillage institutionnel au cœur du jeu."¹¹ Sa récente sortie politique fait de lui un acteur clivant accusé d'être proche de l'AFC/M23 avec lequel il cohabite à Goma et dont il n'a pas dénoncé les crimes. Malgré cela, Kabila soutient l'idée d'un processus de paix national et pourrait jouer un rôle d'opposant de premier plan pas comme acteur neutre mais comme opposant qui reste incontournable.

Entretemps, si l'AFC/M23 atteignait Kinshasa ou s'il y a des événements qui mènent à la prise du pouvoir par la force, l'ordre constitutionnel pourra être chamboulé et les acquis démocratiques, quoique perfectibles, seront ramenés à zéro. L'histoire récente de la RDC nous renseigne qu'aucune rébellion n'a fait mieux que le pouvoir central malgré le prétendu discours de rupture avec le passé. Ni le Mouvement de libération du Congo (MLC), ni le Rassemblement Congolais pour la Démocratie (RCD) ni encore l'Alliance des Forces Démocratiques pour la Libération, n'ont pu achever la rupture avec les maux du passé comme promis. Ces révolutionnaires autoproclamés n'ont fait que perpétuer le même système de prédation caractérisé par la corruption, la mauvaise gouvernance, la paupérisation des Congolais-es et les violations de droits humains. Depuis près de trois décennies, des personnes, dont celles accusées de plusieurs crimes internationaux, ont été recyclées dans les rébellions successives et les nouveaux régimes à Kinshasa sans aucune volonté de rupture.

Conclusion et perspectives

Il est très courant d'entendre le mot Balkanisation dans les discours en RDC. Si le scénario de Balkanisation du territoire congolais me semble encore lointain, mais pas impossible, la balkanisation du pouvoir est quant à elle déjà une réalité. Nombreux sont les exemples de la balkanisation du pouvoir. Pendant les trois dernières décennies, nous avons assisté à un émiettement du pouvoir à cause des divisions internes et des interventions extérieures, dont cette dernière agression avec le rôle prépondérant des pays voisins comme le Rwanda au premier plan. Mais cette balkanisation du pouvoir est aussi rendue possible de l'intérieur.

La matérialisation de la décentralisation, qui est un premier pas vers la gouvernance locale, est mise à mal. Au lieu d'écouter les préoccupations légitimes des populations qui veulent être proches des services publics et de ceux qui le gouvernement, les élites de Kinshasa crient à la balkanisation

alors même qu'elles se résignent devant la réalité des groupes armés qui partagent avec l'Etat le monopole de la violence et d'autres fonctions régaliennes. La Balkanisation qui devrait nous préoccuper avant tout est celle qui coupe le citoyen de l'Etat et le remplace par des acteurs non-étatiques avec parfois la bénédiction du citoyen lui-même. Depuis plusieurs années, une centaine de groupes armés locaux et étrangers taxent illégalement les citoyens et prétendent protéger ceux-ci contre leurs rivaux.

Même si les facteurs déterminants de cette crise sont à la fois exogènes et endogènes, il y a lieu de reconnaître que la solution viendra de l'intérieur. Dans ce contexte volatile, il faut identifier l'intérêt général et le soutenir. Aujourd'hui, il s'agit de sauver le Congo et non un individu ou un régime. Le processus national de paix devrait avoir pour objectifs la cohésion nationale et la résolution des conflits pour jeter les jalons du développement et d'un Etat de droit. Dans la mesure où elle recevrait le soutien interne, l'initiative des Eglises protestante et catholique (ECC-CENCO) pourrait être le cadre approprié pour ainsi vider certains problèmes congolo-congolais. Quant aux problèmes qui ont des ramifications régionales, la coalition ECC-CENCO peut s'appuyer sur la médiation de l'UA et de Doha qui pourraient toujours être mis à contribution pour engager les acteurs de ce conflit au-delà du Congo.

Enfin, il est important que les acteurs régionaux et autres acteurs extérieurs soutiennent le processus national de paix par un accompagnement technique et financier, y compris en restant prêts à financer le désarmement, la démobilisation et la réinsertion des combattants des groupes armés.■



Centre d'Etudes Pour l'Action Sociale **Editions du CEPAS**

VIENT DE PARAÎTRE AU CEPAS

LA TVA **Un impôt indirect du consommateur final**
Par **ABED TOMISA KWAKU**

9, Avenue Père Boka (Rond Point Place de l'Indépendance), Kinshasa – Gombe

info@cepas.online • +243 822893992 / 822915688 • www.cepas.online • @cepas_rd